

À Sète, le maire-businessman, ses copains d'abord, et la bétonisation du centre-ville

Au pays de Brassens, dans l'Hérault, le collectif Bances publics mène une mobilisation coriace contre la construction d'un nouveau parking souterrain en cœur de ville. À travers ce projet, il dénonce aussi la gentrification à marche forcée, les choix politiques du maire François Commeinhes, et les pratiques problématiques de ce que le collectif nomme son « système ».

[Prisca Borrel](#) 29 juillet 2023 à 11h32

Certains Certains l'appellent le « *Balkany du Sud* ». D'autres le « *Jacques Médecin de Sète* ». Depuis deux ans, un véritable bras de fer oppose le maire François Commeinhes (divers droite) au collectif de citoyen·nes et d'opposant·es Bances publics. Si le conflit s'est cristallisé autour de la construction d'un parking souterrain en centre-ville, ils dénoncent aussi les manœuvres douteuses de ce qu'ils nomment le « *système Commeinhes* », aux manettes de la ville depuis vingt-deux ans.

Comme tous les samedis matin depuis novembre 2021, les militant·es se réunissent près de l'énorme chantier de la place Aristide-Briand pour faire le point. Situé à deux pas des quais où flotte déjà une odeur mêlée d'essence de bateau et de poisson grillé, le rendez-vous draine une cinquantaine de personnes ce jour-là.

Mais ils ont été bien plus nombreux, parfois jusqu'au millier lorsqu'ils ont reçu les militants écologistes Thomas Brail, José Bové ou encore Francis Hallé. « *On va se retrouver avec un trou béant comme jadis le trou des halles à Paris, qui va tuer un cœur de ville. C'est une évidence* », s'indigne Christophe Lalia, le président du collectif, micro en main. Si ce projet à 12 millions d'euros a réussi à éviter l'étape de l'enquête environnementale, les opposant·es le jugent « *écocide* », injustifié, et à contre-courant des enjeux actuels.



Le chantier du parking souterrain à Sète. Il représente un budget de 12 millions d'euros environ, et doit s'achever d'ici à 2025. © Photo Prisca Borrel pour Mediapart

« *Nous pensons que plus de 200 000 mètres cubes d'eau devront être pompés. Ça prendra six à douze mois. Et cela veut dire que des inondations seront possibles* », lâche à son tour Henri Loison, président du Comité des usagers du bassin de Thau et du cycle de l'eau, qui estime que la mairie « *n'a pas pris la mesure du danger* ».

Sans compter ces locataires qui ont affirmé avoir vu naître de nouvelles fissures sur les murs de leurs logements. Depuis le mois de février, cinquante-deux riverains réclament une expertise, appuyés par les conclusions inquiétantes d'un rapport critique établi par le bureau d'étude Ginger, pour le compte de BANCs publics.

« *Les terrains peuvent être susceptibles de se tasser. Cet aspect est d'autant plus important que le projet est situé en plein centre-ville de Sète où les fondations peuvent être anciennes et superficielles [...] Il faudrait logiquement refaire évaluer le projet au cas par cas* », prescrit le document, que Mediapart a pu consulter. Mais pour l'heure, pas d'expertise en vue, et ce malgré une injonction du tribunal administratif. Le maire et la Société publique locale du Bassin de Thau (SPLBT, chargée du stationnement) jouent la montre et n'en finissent pas de creuser...

Contactée à maintes reprises, la Ville n'a pas souhaité répondre à nos questions. Mais officiellement, elle souhaite enterrer les voitures pour réduire le stationnement en surface. Une stratégie fortement critiquée par l'opposition municipale. Celle-ci pointe une gentrification à marche forcée et des choix politiques entièrement tournés vers le tourisme et l'argent, alors que ces dernières années, celle qu'on nomme « l'île singulière » a vu son attractivité s'accroître allègrement, notamment à la faveur de l'exposition engendrée par la série télévisée à succès *Demain nous appartient*.

Mais le budget du vacancier n'est pas celui du Sétois moyen. « *Les trois projets de parking souterrain annoncés lors de la dernière campagne du maire sont à 200 mètres les uns des autres et dans le cœur de ville. Pour une bonne partie des habitants de Sète, il sera impossible de se payer un abonnement. Nous avons 25 % de taux de pauvreté* », regrette Laura Seguin, élue du groupe Ensemble pour Sète. Des arguments que le maire avait balayés d'un revers de main, lors d'une réunion publique organisée en juillet 2020 : « *Celui qui ne peut pas du tout payer, il va au Mas Coulet, et il marche un kilomètre pour aller dans les halles...* »

Insultes, coups, et représailles

À force de mobilisation, de demandes d'expertises et de recours en cascade, le collectif BANCs publics a réussi à retarder le projet à maintes reprises. Mais ces dernières semaines, face à lui le ton s'est durci. Le 13 juin, alors que les opposant·es se rassemblaient contre l'arrivée de camions en passe de couler des tonnes de béton dans les profondeurs du chantier, une militante a été la cible d'injures de la part de policiers. « *Toi, la ménopausée, tu la fermes !* », rapporte le collectif. Quelques jours plus tard, lors de l'inauguration de la place Victor-Hugo, deux Sétois non identifiés réitérent dans un registre misogyne plus violent encore.

D'après le collectif, le maire se serait entouré d'une sorte de « *milice informelle* », « *prête à faire le coup de poing* » contre les opposant·es et à faire voler leurs téléphones lorsqu'ils tendent le bras pour filmer. Dans une vidéo diffusée sur le site du journal [Midi libre](#), il est possible d'apercevoir un commerçant venir en renfort de la police municipale en poussant des agents dans le dos pour les inciter à repousser les manifestant·es, sans que personne s'en étonne.

[A Sète, la gentrification menace](#)

1 février 2020

[Après 20 ans d'absence, les «cocos» sétois se réinventent pour tenter de reconquérir la mairie](#)

24 décembre 2019